

Communiqué de presse  
Pour diffusion immédiate

**Bilan des trois ans du Bureau des enquêtes indépendantes  
Le gouvernement Legault refuse d'examiner publiquement les activités du BEI**

**Montréal, le 15 novembre 2019** – Suite au refus de la Coalition Avenir Québec d'appuyer la motion du député de Québec Solidaire, Alexandre Leduc, qui demandait que soit convoquée la directrice du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), Me Madeleine Giauque, devant la Commission des institutions afin qu'elle puisse répondre aux questions des commissaires sur le bilan des trois premières années d'activités du BEI, la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP) et la Ligue des droits et libertés (LDL) réitèrent la nécessité d'examiner publiquement le travail du BEI depuis sa création.

« Le bilan de la direction du BEI, qui a été déposé par la ministre de la Sécurité publique en septembre dernier, passe sous silence plusieurs problématiques préoccupantes et propose des mesures qui minent à la fois la crédibilité et l'efficacité du BEI. Notamment le fait que la direction demande au gouvernement de lui accorder le pouvoir de refuser encore plus souvent de faire enquête ! Nous sommes au contraire d'avis que le BEI devrait en faire plus, notamment en matière de transparence, en particulier pour les familles des victimes, qui expriment depuis longtemps leur insatisfaction. Est-ce qu'on peut avoir un débat public là-dessus ? Le gouvernement a décrété que non », affirme Eve-Marie Lacasse, porte-parole de la LDL.

« Ce refus du gouvernement de la CAQ ajoute l'insulte à l'injure » confient les parents de Koray Kevin Celik qui considèrent que « le gouvernement a peur de la vérité et cherche à dissimuler le fait que le BEI a recruté une équipe composée de trois anciens policiers et employés du SPVM pour enquêter sur le meurtre de notre fils par quatre policiers du SPVM. Depuis trois ans, le BEI a un dossier parfait de zéro accusation portée contre la police ayant tué des civils. Nous invitons le gouvernement à autoriser une commission parlementaire pour examiner la sous-performance du BEI.»

« Dans l'enquête sur notre fils, Le BEI a accepté de répondre aux questions et de montrer des éléments de preuve, comme l'enregistrement de l'appel au 911. Est-ce que le BEI fait ça avec toutes les familles ou seulement à celles qui parlent régulièrement aux médias, et pourquoi ? » déclare Tracy Wing, mère de Riley Fairholm tué par des policiers.

Alexandre Popovic, porte-parole de la CRAP, affirme que « le refus du gouvernement est d'autant plus déplorable que l'occasion de débattre du bilan ne se présentera pas à nouveau. En effet, la *Loi modifiant la Loi sur la police concernant les enquêtes indépendantes* oblige le BEI à dresser un bilan après ses trois premières années d'opération uniquement. Ni avant, ni après. Ce n'est pas en ignorant les nombreux problèmes qui accablent le BEI qu'on finira par en venir à bout; c'est tout le contraire. Ignorer les problèmes est la meilleure façon de s'assurer qu'ils perdureront. »

Les deux porte-parole rappellent que la ministre Guilbault a annoncé un livre vert sur la police dans les prochaines semaines. « La ministre Guilbault est prête à parler d'à peu près tout dans son livre vert, sauf du BEI. Le BEI est-il un sujet tabou à la CAQ ? », termine Mme Lacasse.

-30-

**Pour informations et entrevues :**

Élisabeth Dupuis, Responsable des communications de la Ligue des droits et libertés  
C : 514-715-7727